



PRÉFET DU CHER

Direction départementale
des Territoires
du Cher

ARRÊTÉ n° DDT-2020-074

**Autorisant la pêche de la carpe à toute heure
sur le canal latéral à la Loire jusqu'au 30 novembre 2020
Communes de La Chapelle-Montlinard, Herry et Saint-Bouize**

Le Préfet du Cher,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'Environnement et notamment ses articles L. 436-5 1°) et 7°), L.436-16 5°) ; R.436-13, R. 436-14 5°) ; R.436-23 IV et R.436-40 I - 7°) – 9°) et II. ;

Vu la demande reçue le 2 mars 2020 de Monsieur Laurent BONNIN, président de l'AAPPMA « Le Gardon d'Herry » à Herry ;

Vu l'avis favorable du président de la fédération du Cher pour la pêche et la protection du milieu aquatique du 28 février 2020 ;

Vu l'avis favorable du chef du service départemental de l'OFB du Cher en date du 5 mars 2020 ;

Vu l'absence d'avis de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du bassin Loire-Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-0143 du 20 février 2020 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des territoires du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2020-037 du 21 février 2020 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Cher ;

ARRÊTE :

Article 1er : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée sur le canal latéral à la Loire, de l'écluse des Rousseaux en limite amont à l'écluse des Guillons en limite aval, sur les communes de La Chapelle-Montlinard, Herry et Saint-Bouize, pour la période suivante :

- de la date de notification du présent arrêté au lundi 30 novembre 2020.

Des panneaux de type P5, ci-après représenté, seront installés sur le site par l'AAPPMA « Le Gardon d'Herry » en limite amont et aval des zones concernées.



Ils porteront la mention : « **pêche autorisée jusqu'au 30 novembre 2020** ».

Article 2 : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée durant la période fixée à l'article 1 du présent arrêté, sous réserve d'autres réglementations et plus particulièrement de restrictions nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19.

Toutefois, selon l'article R 436-14 5°), depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

Article 3 : La pêche de la carpe pendant la période de nuit, définie à l'article R.436-13 du code de l'environnement ne pourra être réalisée qu'à l'aide d'un hameçon simple par ligne, avec des esches, appâts ou amorces uniquement d'origine végétale, dont les bouillettes.

Article 4 : Les infractions commises à l'encontre du présent arrêté seront poursuivies conformément aux articles R.436-5 et R.436-40 du code de l'Environnement.

Article 5 : L'article L.436-16, 5° du code de l'Environnement indique que le transport, par des pêcheurs amateurs, des carpes de plus de 60 cm à l'état vivant est interdit à toute heure.

Article 6 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, dûment constatée, pourra entraîner le retrait de l'autorisation sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités encourues.

Article 7 : Mme la secrétaire générale de la préfecture du Cher, le directeur départemental des territoires du Cher, les maires des communes de La Chapelle-Montlinard, d'Herry et de Saint-Bouize, le commandant du groupement de gendarmerie du Cher, le chef du service départemental de l'OFB du Cher, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Cher, ainsi que tous les officiers et agents visés à l'article L.437-1 du code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet départemental de l'État <http://www.cher.gouv.fr> et dont copie sera adressée en mairie de La Chapelle-Montlinard, d'Herry et de Saint-Bouize pour affichage dès réception pour la durée du présent arrêté.

Bourges, le 26 mars 2020

Le chef du bureau préservation du milieu aquatique,

Eric MALATRÉ